

1. Le dénombrement des francophones

1. QU'EST-CE QU'UN FRANCOPHONE ?

► Introduction

De séminaires de recherche en enquêtes de terrain, les travaux scientifiques consacrés à la définition d'un locuteur d'une langue se sont multipliés et la Francophonie y a pris une large part. Ces travaux sont parfaitement légitimes et très utiles à la compréhension fine de situations linguistiques dont la complexité est la règle, très peu de territoires étant unilingues. Ils s'enrichissent même souvent de réflexions sur les rapports psychiques, émotionnels, sociaux ou politiques qu'entretiennent les populations avec les langues qu'elles parlent ou qui s'imposent à elles. Nous y reviendrons longuement dans cet ouvrage. Cependant, lorsqu'il s'agit de mesurer une réalité que chacun peut éprouver lorsqu'il se retrouve en situation de communication grâce à une

langue qu'il partage avec son vis-à-vis, on voudrait pouvoir disposer d'un outil simple et incontestable. Malheureusement, le seul outil probant et exhaustif n'est pas à notre portée : il faudrait pour cela s'entretenir individuellement avec chaque habitant de la planète !

Revenons donc au sens commun, qui entend par « francophone » une **personne capable de parler en français**, quel que soit son niveau ou sa maîtrise d'autres compétences, comme l'écriture ou la lecture¹. On éprouve néanmoins souvent le besoin – caractéristique, voire défaut des usagers de

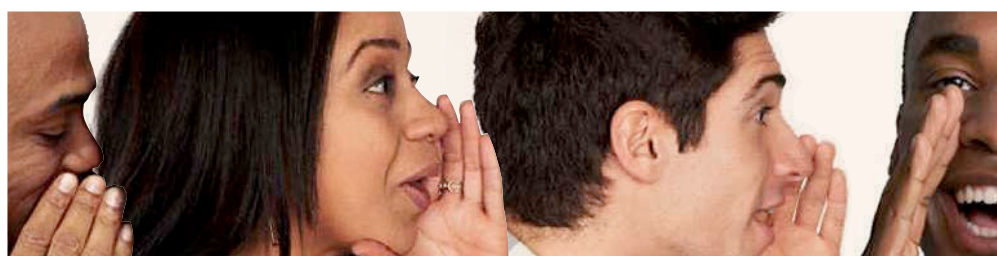
¹ Nous ne renoncerons cependant pas à ces critères pour estimer, comme en 2010, le nombre de francophones dans les pays d'Afrique où le français est langue d'enseignement.

la langue française – de qualifier le locuteur et, bien souvent, de le corriger ! Chacun s'arrogeant le privilège de juger de la qualité de « sa » langue pratiquée par un autre. De là viennent les ridicules « Vous parlez bien français ! » adressés à un Québécois (dont c'est la langue maternelle...), mais aussi les catégorisations hasardeuses, que nous avons nous-mêmes autrefois pratiquées, distinguant « francophones réels » et « francophones partiels », voire le commode « francophiles » qui permet de multiplier quasiment à l'infini les locuteurs de français alors qu'il n'est question que d'attachement ou d'intérêt pour la France et éventuellement pour les cultures francophones.

Entendu comme tel, le concept de « francophone » peut être opérationnalisé à partir de nombreuses sources (recensements, enquêtes, etc.) et de nombreux indicateurs

(langue maternelle, langue d'usage, langue écrite et lue, etc.). Dans tous les cas, **nous nous sommes efforcés de retenir ce qui rendait le mieux compte de la francophonie telle que déployée dans chacun des contextes analysés.** Cette méthode permet d'estimer le nombre de locuteurs de français avec un haut degré de fiabilité.

Cela ne veut pas dire que la **catégorisation des francophones** n'est pas pertinente, et nous pensons même qu'elle **s'impose** afin de conserver une démarche scientifique fondée sur des données précises, mais également pour avoir une vision réaliste et intelligible de ce « continent logique » constitué par l'ensemble des locuteurs de français. Nous proposerons d'ailleurs, dans la présentation des résultats (ci-dessous), des **profils de francophones** qu'il convient de distinguer pour savoir de quoi l'on parle. //



► Analyse et indications méthodologiques

Les résultats

En 2014, sur le même espace que celui présenté en 2010 (les États² et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie + Algérie, États-Unis, Israël et Val d'Aoste), nous recensons

228 millions de francophones. L'exploitation des données fournies par Eurostat³ (et l'Eurobaromètre) nous permet cette année d'inclure les populations

francophones des pays de l'Union européenne estimées à 45,8 millions de personnes (dont la quasi-totalité a appris le français comme une langue étrangère), ce qui nous donne un total de **273,8 millions de francophones.**

La langue française se situe ainsi à la 5^e place dans le monde⁴ par le nombre de ses locuteurs, derrière le mandarin, l'anglais, l'espagnol et, suivant les estimations retenues, l'arabe ou l'hindi (cf. p. 32). Elle partage, avec l'anglais, le privilège d'être présente sur les cinq continents, même si ses principaux foyers sont concentrés en Afrique, en Europe et, dans une moindre mesure, en Amérique du Nord.

² Sept nouveaux pays ont adhéré comme observateurs à l'OIF à l'occasion des Sommets de la Francophonie de 2010 et 2012 : Bosnie-Herzégovine, Émirats arabes unis, Estonie, Monténégro, Qatar (membre associé), République dominicaine, Uruguay ; ce qui représente relativement peu de francophones supplémentaires, comme indiqué dans les tableaux p. 16 et suivantes.

³ Grâce à la précieuse collaboration de M. Vincent Bourgeois qui a fait procéder à l'extraction des données nécessaires à la compilation présentée ici.

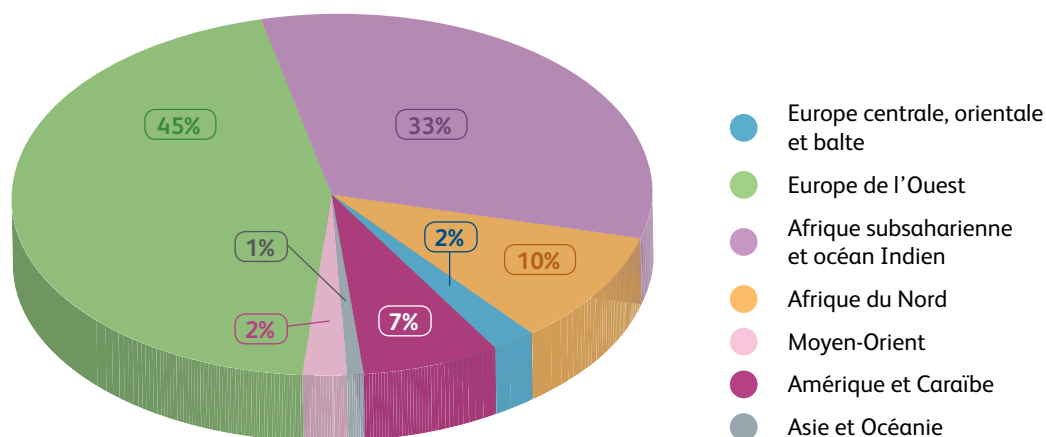
⁴ On peut même considérer que, compte tenu du caractère mondial de l'apprentissage du français langue étrangère, l'accès à des statistiques de type Eurostat pour l'Amérique centrale et du Sud nous révélerait quelques centaines de milliers de francophones supplémentaires.



274 millions
de francophones dont
212 millions de
locuteurs quotidiens.



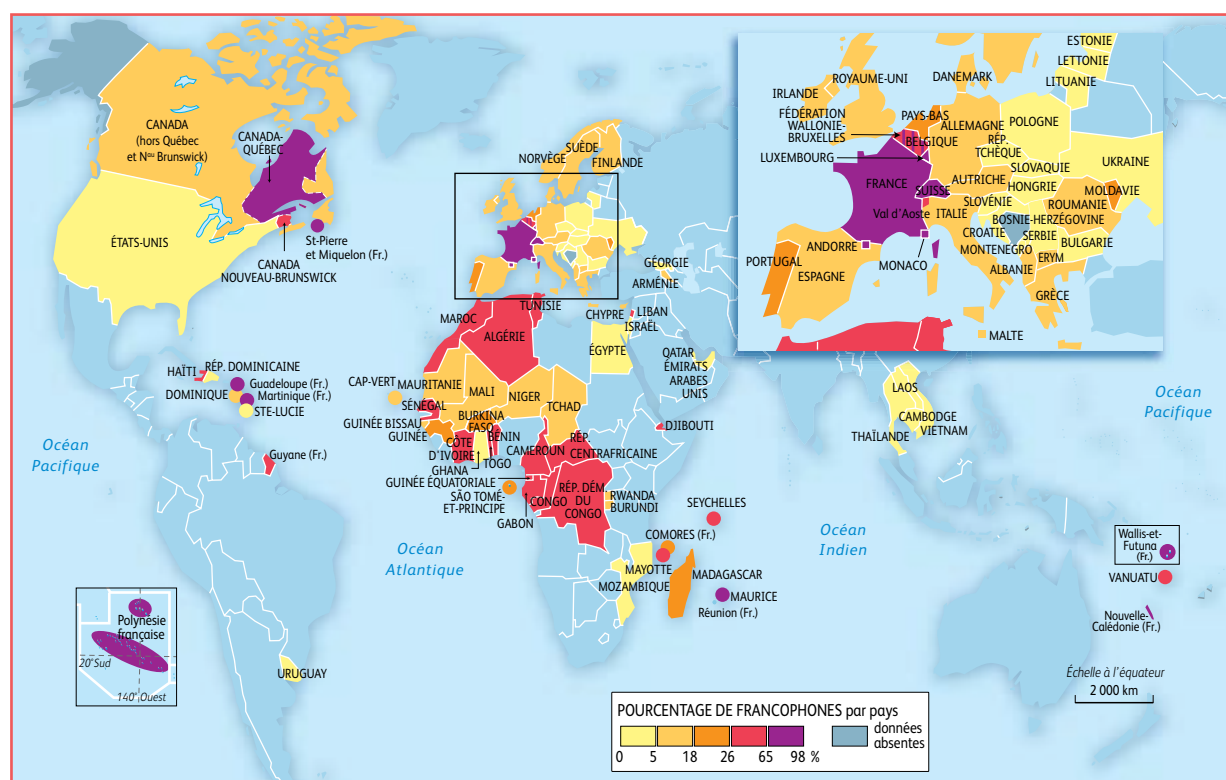
La répartition mondiale des francophones en 2015



Cette francophonie mondiale recouvre des réalités fort différentes et les dynamiques qui la traversent méritent un examen attentif. En effet, les usages de la langue française (en famille, à l'école, au travail, à l'international...), sa présence dans l'environnement sonore et visuel des populations ou la fréquence de son emploi, sont très variables selon les régions, voire selon les pays observés.

Tous ces éléments, que l'on peut qualifier de « contextuels », sont déterminants dans l'élaboration des profils de francophones et nous tenterons d'en dessiner les contours pour quelques-uns d'entre eux. Il est possible cependant d'approcher une partie de ces différents contextes en examinant la carte du monde des « niveaux de francophonie » des pays étudiés :

La densité francophone dans le monde





Les chemins de la langue

Si le pourcentage de la population d'un pays ou d'un territoire identifiée comme francophone constitue un outil commode et souvent pertinent d'analyse des différents contextes dans lesquels on parle le français, il ne saurait suffire à lui seul à définir des typologies.

Ainsi, le Canada et la Centrafrique affichent un taux de francophonie quasiment identique, mais les Québécois éprouvent une réalité francophone bien différente de celle des Centrafricains. À l'autre bout du spectre des variations d'intensité de

francophonie, et révélant une autre faiblesse de cet indicateur, l'exemple des « scores » burundais et espagnol. Non seulement ils sont proches tout en recouvrant des réalités assez différentes, mais celui qui semble supérieur et désigner le « plus francophone » des deux concerne le pays où le français est, de fait, moins utilisé !

Pour bien analyser une situation de francophonie, il faut plutôt se placer du point de vue du locuteur et regarder les chemins qui le mènent à la langue française et ceux que cette dernière emprunte pour venir jusqu'à lui. À cette aune, et sans tenir compte de l'appartenance institutionnelle à la Francophonie, on pourrait figurer la

« galaxie francophone » comme reliant trois « planètes », dans lesquelles résideraient trois types de francophones :

La planète « Naître en français »

Dans l'espace francophone, l'essentiel de cette population se trouve en **France** et, pour partie, dans ses territoires d'outre-mer, au **Québec**⁵, dans la Fédération **Wallonie-Bruxelles**, en **Suisse romande** et à **Monaco**. Mais le pourcentage de personnes concernées par cette situation est encore significatif en **Andorre**, au **Liban**, au **Luxembourg**, en **Ontario** ou au **Nouveau-Brunswick**.

Enfin, il faut être attentif à une évolution, encore insuffisamment mesurée, qui favorise l'utilisation du français comme langue principalement parlée à la maison chez certains locuteurs africains. Ainsi, comme le montrent des enquêtes réalisées dans plusieurs pays d'Afrique centrale par exemple (cf. « L'Afrique centrale et la région des Grands Lacs, des clés pour analyser la Francophonie », p. 90), une part croissante de parents s'adresse uniquement ou principalement en français à ses enfants et a fait de cette langue la langue du foyer (au Gabon, au Cameroun, au Congo...). Ces familles résident plutôt dans des milieux urbains et les parents ont généralement achevé un cycle d'études au

⁵ On notera que, même sur ces territoires, des différences se font jour dans le rapport qu'entretiennent les locuteurs avec la langue française en raison de la présence d'autres langues officielles dans le paysage. Une illustration intéressante de ce phénomène est étudiée dans l'encadré « Le français et les jeunes Québécois ».

La première langue qu'un enfant entend à la naissance et dans laquelle il est élevé par au moins l'un de ses parents est communément appelée la **langue maternelle**, ou langue première.

moins secondaires, souvent supérieures. On mesure également ce phénomène chez les immigrants originaires de pays francophones qui s'installent au Canada, et plus spécialement au Québec (cf. « L'immigration d'origine africaine et la francophonie au Canada : un portrait général », p. 184).

Pour finir, il ne faut pas oublier que ces mêmes populations, et leurs descendants, se retrouvent parfois dans des pays où le français n'est qu'une langue étrangère au sein desquels ils entretiennent une francophonie de naissance (expatriés francophones à Londres, à New York ou à Johannesburg, par exemple).

La planète « Vivre (aussi) en français »

Les « francophones de naissance » décrits ci-dessus vivent donc tous en français et dans un environnement francophone (sauf cas d'expatriation). Ils partagent, à des degrés divers, cette configuration avec de très nombreux autres francophones – en fait une majorité – qui sont **venus à la langue française par l'école** mais qui l'utilisent quasiment quotidiennement dans leurs rapports avec l'administration, le milieu médical ou la justice, dans leurs activités culturelles (lecture, spectacle, cinéma...) ou leur consommation médiatique (presse écrite et audiovisuelle), au travail ou dans la sphère économique.

Ce constat est valable dans **presque tous les pays dont le français est la seule langue officielle** alors qu'elle n'est qu'exceptionnellement première : Bénin, Burkina Faso, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal et Togo. Bien sûr, dans certains d'entre eux, comme le Mali ou le Sénégal, l'utilisation d'une langue nationale véhiculaire (bambara et wolof) – cas assez rare en Afrique où cohabitent des dizaines et parfois des centaines de langues sur un même territoire – limitera les usages du français, mais le français n'y est jamais une langue tout à fait étrangère (on parle souvent de « langue seconde »).

De même, la langue française fait partie – là encore à des degrés très divers – du paysage des citoyens de tous les autres territoires sur lesquels elle **partage le statut de langue officielle avec une ou plusieurs autres langues** : Belgique

Le français et les jeunes Québécois

Le Conseil supérieur de la langue française (CSLF) s'est intéressé aux jeunes Québécois nés après l'adoption de la Charte de la langue française au Québec, après 1977, dans l'étude « Importance et priorité du français pour la population québécoise ». Ces jeunes ont, pour la plupart, grandi au contact de la diversité ethnoculturelle. Voici quelques données portant sur leurs perceptions de divers aspects et enjeux de la situation linguistique du Québec.

Enquête quantitative

Une enquête quantitative portant, entre autres, sur la perception de l'importance relative du français et de l'anglais ainsi que sur l'accord avec la priorité du français dans différents contextes ou situations de communication publique au Québec a permis de comparer les perceptions des jeunes âgés de 18 à 34 ans à celles de leurs aînés¹. En général, les résultats diffèrent peu selon ces deux groupes d'âges. Par exemple, 92,9 % des jeunes et 95,9 % de leurs aînés estiment que **toute personne qui demeure au Québec devrait savoir parler le français**². Ces jeunes sont majoritairement d'accord avec la priorité à accorder au français dans la communication publique entre personnes, tout comme leurs aînés, mais à un degré moindre que ceux-ci.

Enquête qualitative

Une étude a été menée en 2006-2007 auprès de jeunes francophones (selon la langue maternelle), anglophones et allophones, âgés de 25 à 35 ans³. Au total, 93 jeunes ont été rencontrés dans différentes villes du Québec (Saguenay, Sherbrooke, Gatineau, Rimouski, Québec et Montréal). Bien que la méthode d'enquête retenue pour cette étude ne permette pas d'extrapoler les résultats obtenus à l'ensemble de la population de ce groupe d'âge, l'étude dégage des tendances sur différents aspects de la situation du français au Québec. L'ensemble des jeunes rencontrés reconnaissent la pertinence de la Charte de la langue française, mais la plupart ne souhaitent pas qu'elle soit renforcée. Ils sont d'avis qu'il faut utiliser les outils déjà en place et **développer la responsabilisation individuelle** par des moyens incitatifs. En ce qui a trait à la langue utilisée au travail, les participants à l'étude sont très **favorables au bilinguisme et au plurilinguisme individuels**. Ils acceptent la présence de l'anglais en milieu de travail québécois, parce qu'ils ont bien souvent établi un rapport instrumental à cette langue. En contrepartie, ces jeunes souhaitent que le français prédomine dans plusieurs aspects de la vie interne de l'entreprise, aspects qui sont propices à l'investissement identitaire des travailleurs et qui contribuent à renforcer à la fois l'image francophone de l'organisation et leur sentiment de travailler en français (comme les relations administratives et la documentation internes, le recrutement ainsi que la santé et la sécurité au travail).

Enfin, les participants à l'enquête qualitative ont parlé de leurs **attentes envers les nouveaux arrivants**. Le fait que les immigrants conservent leur culture d'origine ou qu'ils parlent une autre langue que le français à la maison ne leur pose pas de problème en général, puisqu'ils **perçoivent positivement la diversité culturelle**. Ce qui leur importe, c'est que les nouveaux arrivants fassent l'apprentissage du français, qu'ils l'utilisent dans l'espace public (au travail, dans les commerces et dans les services publics) et qu'ils s'intègrent à la société québécoise.

1 Michel Pagé et Charles-Étienne Olivier, *Importance et priorité du français pour la population québécoise : une étude exploratoire*, Québec, CSLF, 2012, 116 p. <http://www.cslf.gouv.qc.ca/publications/pubf317/pubf317.pdf>.

2 *Ibid.*, p. 58.

3 Nathalie Saint-Laurent, *Le français et les jeunes*, Québec, CSLF, 2008, 130 p. <http://www.cslf.gouv.qc.ca/publications/pubf223/f223.pdf>.

« non francophone », Burundi, Cameroun, Canada « non francophone », Centrafrique, Comores, Djibouti, Guinée équatoriale, Haïti, Luxembourg, Madagascar, Rwanda, Seychelles, Suisse « non francophone », Tchad, Val d'Aoste et Vanuatu. Dans cette situation, on peut considérer que pour être parfaitement informé et capable de prendre part activement à la vie sociale et politique de son pays, un citoyen aura grand intérêt

à maîtriser et utiliser le français, même si les pays dotés d'une véritable politique linguistique nationale (cf. « Les politiques linguistiques », p. 177), comme la Belgique, le Canada ou la Suisse, s'efforcent de permettre à chacun de vivre aussi dans une autre langue maternelle ayant un statut de langue officielle (allemand, anglais, italien, néerlandais et romanche, dans ces cas-ci).



Le français au Val d'Aoste : un statut sans pratique

Le Val d'Aoste compte près de 129 000 habitants. C'est une **poche de francophonie** depuis longtemps : la langue française, introduite au ^{xiv}^e siècle devient la langue des actes officiels à la place du latin en 1561. Au moment de son intégration à l'Italie, en 1861, ce sont encore le français et le franco-provençal qui dominent le paysage linguistique : le premier est réservé aux usages officiels, enseigné dans les écoles et parlé par la bourgeoisie et en milieu urbain.

La politique linguistique menée à partir de cette époque – parfois de manière brutale pendant le fascisme – a substitué l'italien au français dans tous ses usages tandis que le franco-provençal demeurait vivant dans ses emplois traditionnels. Le statut spécial d'autonomie accordé par l'État italien à la Région (1948) a permis à ce territoire, entre autres, de proclamer la parité de l'italien et du français comme langues officielles (sauf pour la rédaction des actes judiciaires réservée à l'italien), ainsi que leur enseignement comme matière en nombre égal d'heures. Théoriquement, certaines disciplines peuvent aussi être enseignées en français même si cette réalité se limite essentiellement aux niveaux scolaires précédant le 2^e cycle de l'école secondaire. Cela permet néanmoins, d'après un sondage linguistique réalisé en 2001, à 75 % de la population (près de 100 000 personnes) de connaître le français, même si seulement 60 % considèrent le parler bien ou assez bien et que très peu de gens l'utilisent (0,09 % seul et 3,9 % en association avec d'autres langues du Val d'Aoste).

Le franco-provençal, bien que toujours connu par plus de la moitié de la population (environ 58 %) n'est plus utilisé que par 15 % de celle-ci. Le piémontais et le walser complètent le paysage linguistique valdôtain.

Enfin, sans avoir de statut officiel, la langue française peut occuper une place suffisamment importante dans certains domaines de la vie quotidienne des citoyens pour caractériser un rapport familial avec ce qui n'est plus tout à fait une langue étrangère. C'est le cas lorsqu'elle assure des fonctions de langue d'enseignement à une échelle importante et qu'elle est présente de manière significative dans les productions de l'esprit (expression publique, littérature, presse, publications scientifiques...), comme dans les pays du **Maghreb** et au **Liban**.

En orbite, la planète « Choisir le français comme langue étrangère »

Dans tous les autres pays du monde, qu'ils soient ou non membres ou observateurs de la Francophonie institutionnelle, la connaissance du français n'est pas confortée, ni même parfois mise en œuvre, du fait de l'absence de sollicitations

naturelles qui seraient issues, comme nous l'avons vu précédemment, de l'une au moins des activités régulières des femmes et des hommes qui y résident. Elle peut être mobilisée en revanche **ponctuellement** pour satisfaire à des **besoins de communication, des pratiques culturelles ou professionnelles**, et elle réunit parfois de véritables spécialistes de la langue française (au premier rang desquels les dizaines de milliers de professeurs de français) qui la maîtrisent parfaitement et en connaissent toutes les subtilités. Il n'est que de constater le nombre d'écrivains de langue française internationalement reconnus qui se sont approprié cette langue pour eux étrangère. Ces francophones sont dispersés sur toute la planète car la langue française est la seule, avec l'anglais, à être enseignée dans tous les pays du monde (cf. « L'enseignement du français langue étrangère », p. 197).



Évidemment, la probabilité de pouvoir échanger en français sera plus grande dans un pays assurant lui-même, au sein de son système éducatif, les conditions d'un apprentissage généralisé (voire obligatoire dans le choix des options d'enseignement) du **français langue étrangère**. C'est assez largement le cas en Europe (Allemagne, Italie, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Russie...) où, de surcroît, plusieurs instruments de mesure (cf. annexes p. 23) permettent de connaître le nombre d'individus capables d'avoir une conversation en français pour la zone Union européenne au moins. Mais c'est aussi le cas dans beaucoup de pays où la connaissance du français est valorisée pour des raisons diverses (historiques, symboliques, mais aussi pratiques, voire utilitaires) qui sont exposées en détail dans l'analyse concernant l'enseignement du français langue étrangère (cf. p. 197). Dans ce cas, les plus gros bataillons d'apprenants de français se trouvent dans des pays aussi divers que les États-Unis et le Costa Rica, le Brésil et le Mexique, la Syrie et l'Ouzbékistan, le Nigéria et l'Angola, l'Inde et la Chine (cf. « Le français en Chine », p. 290), ou encore l'Australie... Sans oublier les pays membres ou observateurs de la Francophonie – du Vietnam à l'Autriche, en passant par les Émirats arabes unis et l'Arménie – dont les apprenants de français comme une langue étrangère trouvent dans cette

appartenance institutionnelle une motivation supplémentaire.

Comment compter⁶ ?

Ces trois typologies de « francophones » illustrent bien la nécessité de **multiplier les sources d'informations pour pouvoir en faire la recension**, même incomplète. La richesse et la variété des données collectées garantissent la fiabilité du portrait, mais l'accouchement d'un pourcentage unique ne se fait pas sans douleur et impose des choix ! Les données présentées dans les tableaux qui suivent ont été calculées en utilisant, par priorité décroissante :

Les sources les plus fiables

La fiabilité d'une source concernant la connaissance d'une langue repose sur la précision de la donnée recueillie, les conditions de sa collecte et le nombre de personnes ayant répondu à la question. Le champion toutes catégories de la fiabilité est le recensement, puis l'enquête nationale et enfin le sondage. Malheureusement, les questions sur la connaissance des langues

⁶ Voir le détail des sources et de la méthodologie utilisées pour les estimations du présent ouvrage dans l'annexe « Sources et méthodes » ainsi que les explications, la description complètes et le détail des calculs dans *Les cahiers de l'ODSEF* (p. 25, p. 201, p. 294, p. 201)

ne sont que rarement présentes dans ces enquêtes qui, de plus, n'interviennent qu'à intervalles irréguliers, ce qui nous confronte à trois choix possibles :

a. Actualiser nos données grâce à une source nouvellement accessible, même si elle n'est pas récente, pourvu qu'elle soit plus fiable que celle utilisée jusqu'alors. Ayant par ailleurs décidé d'abandonner la catégorie « francophones partiels » difficilement mesurable, et de ne pas comptabiliser les apprenants de français – étudiés dans la partie « L'enseignement du français langue étrangère » (cf. p. 195) – nous avons parfois enregistré une baisse du nombre de francophones (dans tous les autres cas, l'actualisation s'est conclue par un maintien ou une augmentation du nombre de francophones). C'est le cas de la Belgique (hors FWB), de la Bulgarie, de Chypre, du Ghana, de la Grèce, de la Lituanie, de la Pologne, de la Roumanie, de la République tchèque, de la Suisse, de la Tunisie, de l'Ukraine et du Vanuatu. Dans certains cas, cette baisse reflète une réalité mesurable ou un changement dans la source utilisée, et dans d'autres, elle ne fait que rendre compte pour la première fois d'une situation jusqu'alors mal connue (et parfois surestimée).

b. Se projeter dans le temps grâce à la connaissance acquise d'une évolution mesurable du nombre de francophones entre deux dates (quand le même type de source est renseigné à deux moments). Le rythme de progression ou de diminution est alors utilisé pour calculer le nouveau pourcentage (projection linéaire). Cette méthode supposant « toutes choses égales par ailleurs » ne peut être utilisée sans discernement et suppose une bonne connaissance du paysage linguistique du pays auquel elle s'applique. Nous l'avons mise en œuvre dans quelques pays des planètes « Naître en français » et « Vivre (aussi) en français » lorsque aucune indication contraire (changement de statut du français, de son positionnement dans les systèmes éducatifs ou valorisation particulière d'une autre langue) ne suggérerait de bouleversement du paysage linguistique.

c. Reporter, c'est-à-dire appliquer un taux (et exceptionnellement reprendre un effectif), remontant parfois à quelques années, sur une

population qui a évolué – à la baisse ou à la hausse – provoquant ainsi un changement de l'effectif de francophones, sans que l'on puisse en attester réellement. Évidemment, dans des pays où la population décroît⁷ (Andorre, Croatie, Hongrie, Slovaquie, mais aussi Maurice, Thaïlande et même – très légèrement – Côte d'Ivoire), une diminution algébrique du nombre de francophones est enregistrée. Dans la même logique, on pourra constater l'effet inverse, comme dans le cas du Nouveau-Brunswick où le pourcentage de francophones est en baisse (recensement de 2011), mais l'effectif en hausse (sur la base des projections de population de StatCan).

À propos des **recensements**, nous devons tout de même préciser que la présence, déjà rare, d'une question portant sur les langues ne suffit pas toujours à en faire des sources exploitables. Dans un certain nombre de cas, nous avons même préféré renoncer à utiliser des données disponibles dont la capacité à juger d'une réalité francophone était insuffisante. On comprendra aisément qu'en déclarant « parler principalement une langue à la maison » ou qu'y avoir recours « au travail » n'implique pas forcément, ni qu'il s'agit de sa langue maternelle, ni que l'on n'en maîtrise pas une, voire deux autres. Ceci est particulièrement vrai dans les pays officiellement plurilingues et, *a fortiori*, dans les pays où le français est une langue étrangère. Face à ces lacunes, qui concernent tout particulièrement les pays d'Europe n'entrant pas dans le champ d'Eurostat (Albanie, Andorre, Arménie, Moldavie, Monténégro, Serbie, etc.), mais aussi la zone asiatique, nous avons dû recourir aux sources de catégorie 3 (cf. « Les autres sources (et en leur absence) » p. 16), dans l'attente d'enquêtes nouvelles que l'Observatoire devra initier dans les années à venir.

Les sources reflétant la spécificité des situations de francophonie

Pour les pays africains dont le français est la langue d'enseignement sans être la langue maternelle de la majorité des habitants, l'emploi d'une méthode d'estimation indirecte permet de calculer une proportion de francophones avec fiabilité. Cette méthode,

⁷ Comme précisé dans l'annexe sur les sources, les projections de population sont celles de l'ONU.



aussi employée lors du dénombrement de 2010, consiste à déterminer la proportion de personnes alphabétisées en français selon le nombre d'années d'études (de la primaire jusqu'au supérieur) par groupes d'âges. À partir des enquêtes démographiques et de santé, réalisées dans un grand nombre de pays africains, les effectifs de francophones ont ainsi pu être déterminés.

Toutefois, l'effectif qui ressort de ces enquêtes comporte deux lacunes : il exclut tous ceux qui n'ont jamais fréquenté l'école et il ne tient pas compte des enfants de moins de 10 ans. On verra néanmoins (cf. « Les francophones analphabètes en Afrique : un phénomène relativement marginal », p. 28), qu'à l'exception du Cameroun et de la Côte d'Ivoire, cette apparente sous-estimation n'en est pas une.

Un autre effet est à considérer à propos de la base de calcul : le nombre de personnes âgées de 10 ans et plus sachant lire et écrire le français représente un certain pourcentage de la population l'année de l'enquête. Le même pourcentage de francophones âgés de 10 ans et plus réutilisé, faute de nouvelles données, pour estimer le nombre de francophones, disons 5 ans plus tard, donnera, une fois appliqué à la population totale, une proportion totale de francophones différente car la **structure de la population** aura changé. Le pourcentage de personnes âgées de 10 ans et plus dans la population totale varie au fil des années mais l'absence

de données nouvelles nous oblige pourtant à conserver les éléments précédents du calcul (le pourcentage de francophones chez les 10 ans et plus) : il en sortira un nouvel effectif, faisant apparaître, selon les cas, une hausse ou une baisse.

Dans les pays d'Afrique subsaharienne, cet effet de structure joue malheureusement à la baisse puisque la population rajeunit, c'est-à-dire que la part des enfants de moins de 10 ans tend à s'accroître. Nous n'en tirerons pas pour autant la conclusion que la francophonie régresse, mais que tout dépendra de la capacité du système éducatif à absorber et scolariser ces nouvelles générations... Rendez-vous dans 10 ans !



Prudence avec les statistiques !

Un exemple vient illustrer la prudence avec laquelle il convient d'interpréter les statistiques. En effet, malgré une légère baisse du pourcentage total de francophones au Maroc calculé comme le rapport entre l'effectif de 10 ans et plus sachant lire et écrire le français et la population totale, le nombre total de francophones qui en résulte est en hausse par rapport à 2010 car la population de moins de 10 ans pèse plus lourd dans l'ensemble. Comment interpréter cette apparente contradiction ? Une part plus faible de francophones... devenus pourtant plus nombreux ! Seule une nouvelle enquête fiable pourrait nous éclairer.

Les autres sources (et en leur absence)

Les **acteurs de terrain** – universitaires, coopérants et autorités administratives des pays eux-mêmes⁸ – ne sont ni tout à fait objectifs, ni toujours bien documentés. Leurs déclarations méritent donc d'être examinées

avec prudence et recoupées, lorsque cela est possible, avec des faits constatés ayant potentiellement une influence sur la présence et l'usage d'une langue : niveaux d'apprentissage, existence de filières francophones, fréquence et intensité des rapports de la population (ou d'une partie de celle-ci)

avec des locuteurs de français (émigration, zones frontalières), présence importante de vecteurs de francophonie (médias, diffuseurs culturels, entreprises...). La **fragilité de ce type de sources** nous impose néanmoins la plus grande prudence et jamais nous n'avons tenu compte de celles-ci pour revoir à la hausse un

effectif estimé d'après des données plus fiables, même si celles-ci étaient parcellaires.

C'est pour cette raison que certaines données existantes ont été écartées car ne mesurant qu'une petite partie de la francophonie :

- lorsqu'une question de recensement ne s'intéresse qu'à la langue maternelle ou à « la première langue étrangère parlée » (et néglige la deuxième ou la troisième, places souvent occupées par le français en Europe ou en Asie par exemple) ;
- qu'elle n'enregistre que les locuteurs d'une « langue principalement parlée à la maison » dans un pays où une autre langue nationale est partagée par le plus grand nombre, alors même que le français est maîtrisé par une majorité, mais dans d'autres usages que domestique ;
- qu'elle ne permet de mesurer que les personnes sachant lire et écrire la langue française, qui ne représentent qu'une partie des francophones dans les pays où le français est uniquement une langue étrangère⁹.

Ces mises en garde étant faites, nous pouvons tout de même essayer de faire ressortir les faits saillants des évolutions en cours.

⁸ Chaque État et gouvernement membre et observateur de l'OIF est officiellement interrogé grâce à un questionnaire d'enquête qui comprend plusieurs volets, dont l'un porte sur l'estimation du nombre de francophones.

⁹ L'un ou l'autre de ces cas de figure s'est présenté pour les pays suivants : Arménie, Cambodge, Luxembourg, Maurice, Moldavie, République tchèque, Serbie, Seychelles, Suisse, Thaïlande.

► Statistiques par pays

	Population en 2015 (en milliers)*	Francophones (en milliers)	En pourcentage** de la population totale
États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF			
Afrique du Nord et Moyen-Orient			
Afrique du Nord			
Maroc	33 955	10 657	31 %
Mauritanie	4 080	529	13 %
Tunisie	11 235	6 090	54 %
Moyen-Orient			
Égypte	84 706	2 800	3 %
Émirats arabes unis	9 577	100	1 %
Liban	5 054	1 920	38 %
Qatar	2 351	100	4 %

* World population prospects : the 2012 revision (NU-2013).

** Arrondi à l'unité inférieure en dessous de 0,5 et à l'unité supérieure au-dessus de 0,5.

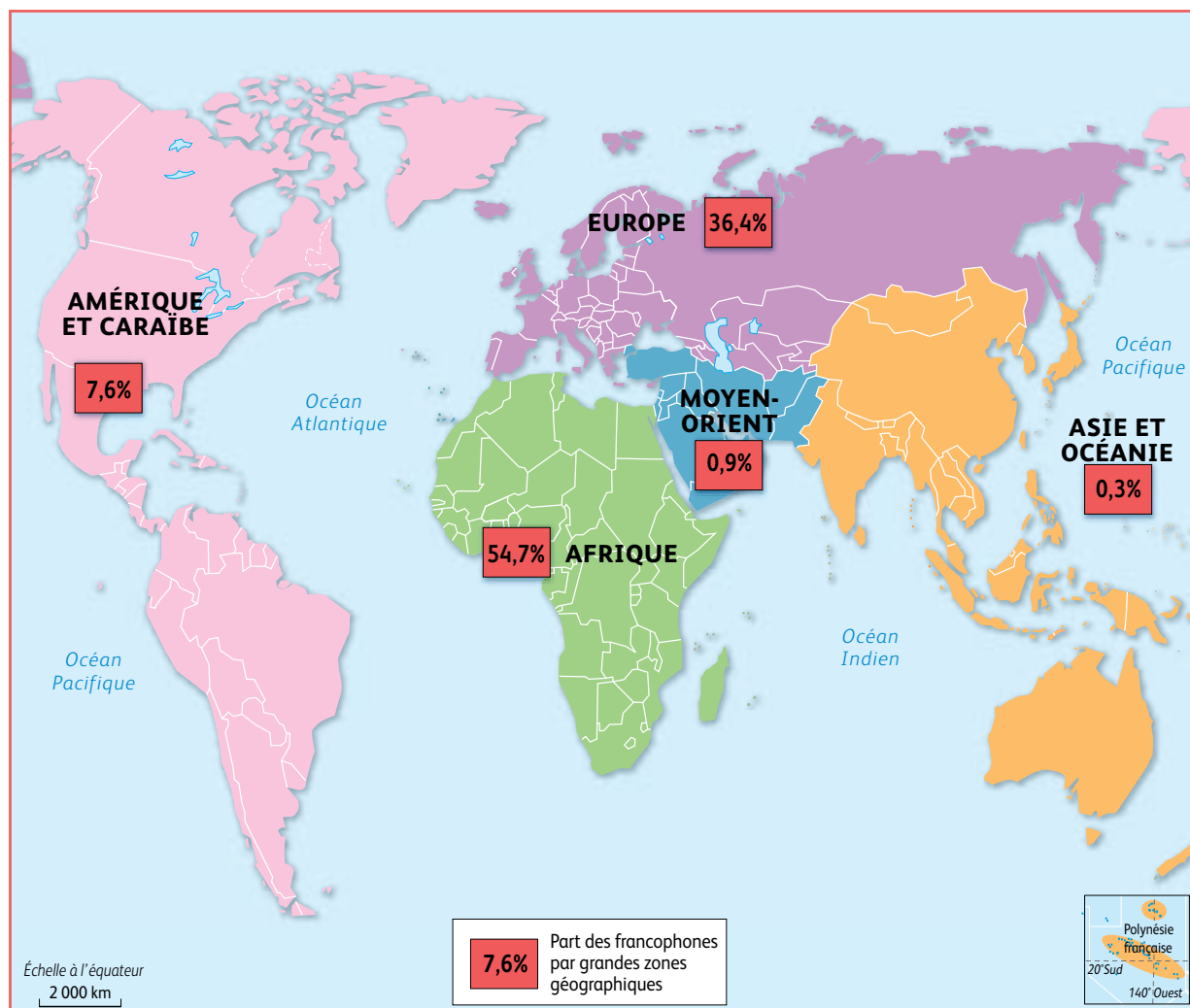
	Population en 2015 (en milliers)*	Francophones (en milliers)	En pourcentage** de la population totale
Afrique subsaharienne et océan Indien			
Afrique subsaharienne			
Bénin	10 880	3 848	35 %
Burkina Faso	17 915	3 965	22 %
Burundi	10 813	897	8 %
Cameroun	23 393	9 334	40 %
Cabo Verde	508	55	11 %
Centrafrique	4 803	1 410	29 %
Congo	4 671	2 717	58 %
Congo (République démocratique du)	71 246	33 222	47 %
Côte d'Ivoire	21 295	7 218	34 %
Djibouti	900	450	50 %
Gabon	1 751	1 070	61 %
Ghana	26 984	219	0,8 %
Guinée	12 348	2 974	24 %
Guinée-Bissau	1 788	275	15 %
Guinée équatoriale	799	231	29 %
Mali	16 259	2 744	17 %
Mozambique	27 122	81	0,3 %
Niger	19 268	2 439	13 %
Rwanda	12 428	700	6 %
São Tomé et Príncipe	203	41	20 %
Sénégal	14 967	4 277	29 %
Tchad	13 606	1 714	13 %
Togo	7 171	2 787	39 %
Océan Indien			
Comores	770	196	25 %
Madagascar	24 235	4 847	20 %
Maurice	1 254	911	73 %
Seychelles	94	50	53 %
Amérique et Caraïbe			
Amérique du Nord			
Canada (total)	36 104	10 470	29 %
Canada – Nouveau-Brunswick	769	320	42 %
Canada – Québec	8 214	7 666	93 %

	Population en 2015 (en milliers)*	Francophones (en milliers)	En pourcentage** de la population totale
Caraïbe			
Dominique	73	7	10 %
Haïti	10 604	4 454	42 %
République dominicaine	10 652	153	1 %
Sainte-Lucie	185	3	2 %
Amérique du Sud			
Uruguay	3 430	5	0,1 %
Asie et Océanie			
Asie centrale			
Arménie	2 989	200	6 %
Géorgie	4 305	18	0,4 %
Extrême-Orient			
Cambodge	15 677	423	3 %
Laos	7 020	190	3 %
Thaïlande	67 401	556	0,8 %
Vietnam	93 387	654	0,7 %
Océanie			
Vanuatu	264	83	31 %
Europe			
Europe centrale et orientale			
Albanie	3 197	320	10 %
Bosnie-Herzégovine	3 820	non disponible	n. d.
Bulgarie	7 113	185	3 %
Croatie	4 255	116	3 %
Estonie	1 280	19	1 %
Ex-République yougoslave de Macédoine	2 109	237	11 %
Hongrie	9 911	117	1 %
Lettonie	2 031	26	1 %
Lituanie	2 999	75	2 %
Moldavie	3 437	83	2 %
Monténégro	622	13	2 %
Pologne	38 222	1 034	3 %
République tchèque	10 777	189	2 %
Roumanie	21 579	1 897	9 %

* World population prospects : the 2012 revision (NU-2013).

** Arrondi à l'unité inférieure en dessous de 0,5 et à l'unité supérieure au-dessus de 0,5.

	Population en 2015 (en milliers)*	Francophones (en milliers)	En pourcentage** de la population totale
Serbie	9 424	319	3 %
Slovaquie	5 458	109	2 %
Slovénie	2 079	79	4 %
Ukraine	44 646	54	0,1 %
Europe de l'Ouest			
Andorre	81	57	70 %
Autriche	8 558	967	11 %
Belgique (total)	11 183	8 088	72 %
Fédération Wallonie- Bruxelles (Belgique)	4 753	4 658	98 %
Chypre	1 165	78	7 %
France (Métropole)	64 983	62 968	97 %
France – Outre-mer	2 847	2 374	83 %
Grèce	11 126	781	7 %
Luxembourg	543	521	96 %
Monaco	38	30	79 %
Suisse	8 239	5 402	66 %
Pays hors OIF			
Algérie (2008)	34 080	11 200	33 %
Allemagne	82 562	11 943	14 %
Danemark	5 662	436	8 %
Espagne	47 199	5 022	11 %
États-Unis (2012)	313 914	2 100	0,7 %
Finlande	5 461	519	10 %
Irlande	4 727	587	12 %
Israël (2010)	7 420	300	4 %
Italie	61 142	9 394	15 %
Val d'Aoste (Italie) (Région – 2001)	120	72	60 %
Malte	431	55	13 %
Norvège	5 143	324	6 %
Pays-Bas	16 844	3 614	21 %
Portugal	10 610	2 423	23 %
Royaume-Uni	63 844	10 520	16 %
Suède	9 694	1 074	11 %



L'analyse des tendances

Cette année, l'estimation est plus complète qu'en 2010 et couvre un plus grand nombre de pays. Mais qu'en est-il des évolutions ? Comment expliquer les hausses ou les baisses constatées ? Ces questions, nous nous les poserons uniquement pour les deux premières planètes de la galaxie francophone (« naître et vivre aussi en français »), car l'analyse des situations où domine le français langue étrangère est présentée dans la partie 2 « Qui apprend le français dans le monde ? » (cf. p. 194).

Globalement, la dynamique de progression de la francophonie (sur les planètes « Naître et vivre aussi en français », soit une quarantaine d'États et de gouvernements) se confirme avec une augmentation de 7 % entre 2010 et 2014, soit un peu plus de 1 % par an. Mais cette moyenne cache de grandes différences puisque l'Afrique subsaharienne enregistre une augmentation de 15 %, tandis que l'Afrique du Nord, par exemple, régresse légèrement (-0,9 %). De même, pays par pays, les écarts constatés sont larges, entre les + 36 % du Sénégal et les - 8 % de la Tunisie (cf. « Les baisses », p. 22).

Évidemment, c'est la répartition des quelque 14 millions de francophones supplémentaires recensés sur ces « planètes francophones » qui nous intéresse. Avec une augmentation de plus de 11 millions, l'Afrique subsaharienne constitue, comme nous l'annoncions en 2010, le véritable cœur de la croissance francophone. Si l'on considère l'ensemble du continent africain (avec l'Afrique du Nord), il abrite d'ores et déjà plus de la moitié des locuteurs qui naissent et vivent aussi en français.

Dynamique africaine ? Retour sur la question de l'éducation

Comme nous l'avions écrit en 2010, les conditions minimum à réunir pour une

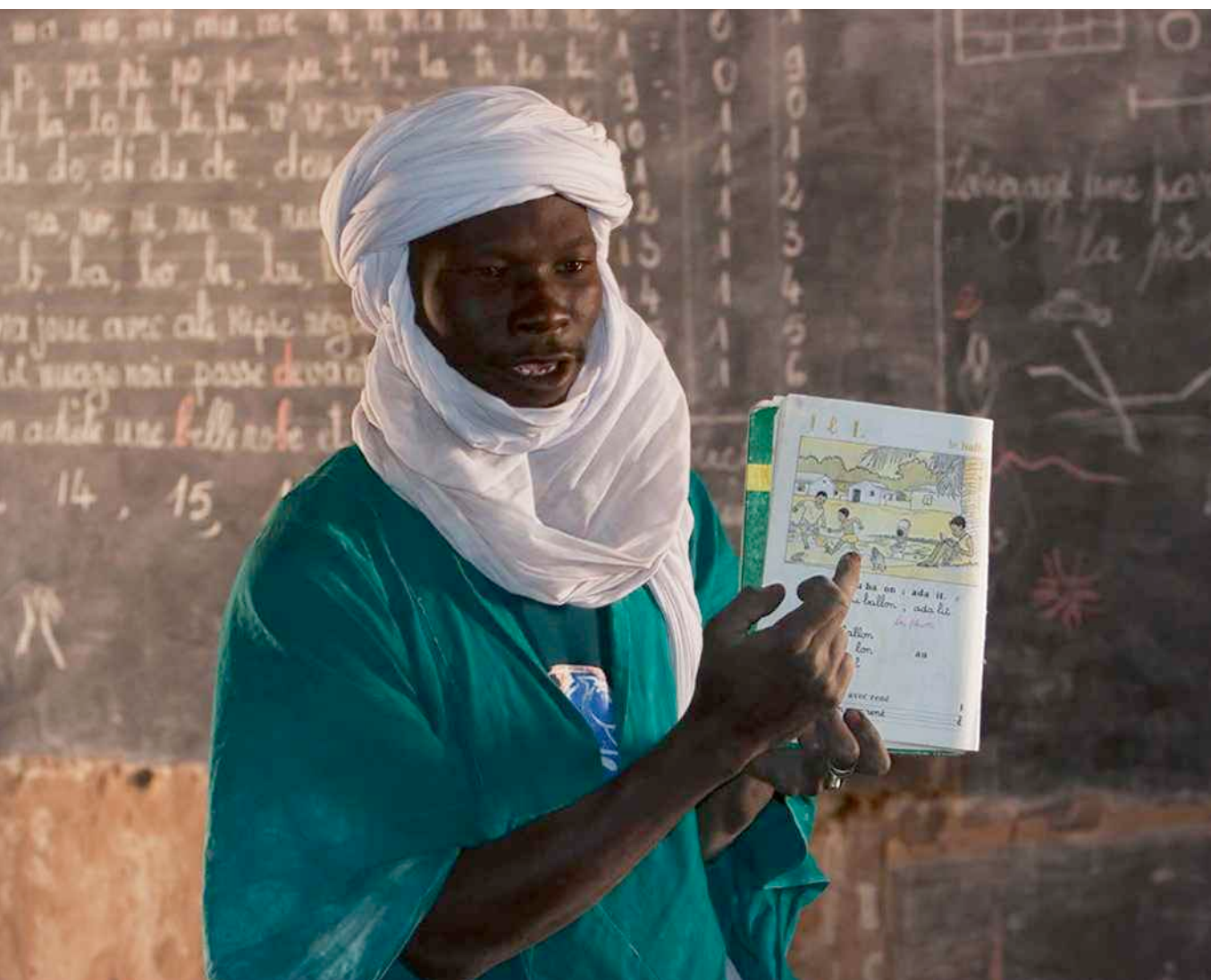
progression du nombre de francophones en Afrique sont :

- le maintien du français comme langue d'enseignement,
- la poursuite des progrès de la scolarisation effective des enfants.

Les nouvelles données présentées cette année confirment ce **diagnostic**, le plus souvent pour en constater les effets positifs, mais également pour mesurer les risques de décrue.

Ainsi, en écartant les cas traités plus haut et relevant d'« effets statistiques¹⁰ » (bien que dans certains cas il s'agisse pourtant d'une vraie progression de la francophonie), l'actualisation des données fait apparaître des gains importants de locuteurs de français,

¹⁰ Hausses ou baisses dues à des changements de la structure par âges de la population ou à des variations du nombre total d'habitants affectant le décompte des francophones dont le pourcentage n'a pas changé pour autant.



tant en pourcentage qu'en nombre d'individus, dans les pays suivants : Bénin, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Gabon, Guinée, Madagascar, Niger, Sénégal et Togo. Dans tous ces pays, la croissance est même forte puisqu'elle représente entre 5 % et jusqu'à 9 % par an sur quatre ans (soit autour de + 30 % en moyenne entre 2010 et 2014). Les enquêtes utilisées portant justement sur le nombre d'années d'études achevées par tranches d'âges de la population, il s'agit bien d'une confirmation de ce lien indéfectible entre la langue française et l'école qui caractérise la francophonie africaine. Et la Francophonie institutionnelle l'a bien compris puisqu'elle développe deux programmes structurants – ELAN-Afrique¹¹ et IFADEM¹² – en partenariat avec les ministères de l'Éducation de plusieurs pays du continent (cf. « Le français, une langue pour l'éducation primaire en Afrique », p. 361), dont plusieurs se retrouvent dans les progressions relevées ici (sans que l'on puisse encore le leur imputer car ces projets sont en phase d'expérimentation ou de déploiement).

Mais il faut observer aussi la baisse révélée par des mesures récentes réalisées aussi bien en Côte d'Ivoire qu'au Mali (même si, dans ce dernier cas, l'effectif total progresse malgré une légère baisse du pourcentage grâce à une croissance démographique très positive). Bien sûr, les événements qui sont intervenus dans ces deux pays ne peuvent pas ne pas avoir eu de conséquences sur les conditions d'apprentissage des élèves et, de fait, plusieurs « années blanches » (quand les écoles et les universités ne fonctionnent plus) ont marqué la période récente, ce qui peut expliquer les baisses de pourcentage. L'importance de l'éducation dans la vitalité francophone n'en est que plus évidente.

Les baisses : la faute aux statistiques ?

Au total, au cœur de la galaxie francophone (« naître et vivre aussi en français »), nous n'enregistrons que cinq¹³ pays dans lesquels

un pourcentage de la population moins élevé qu'en 2010 serait francophone (même si en termes d'effectifs cela progresse) : outre la Côte d'Ivoire et le Mali, évoqués ci-dessus, il s'agit de la Belgique, de la Suisse et de la Tunisie.

Belgique

En Belgique, le nombre de francophones est basé sur l'estimation fournie par et portant sur la Fédération Wallonie-Bruxelles d'une part (98 %, inchangé par rapport à 2010) et sur des données nouvelles récoltées en 2011 (Enquête sur l'éducation des adultes) et 2012 (Eurobaromètre) pour l'ensemble de l'État belge. Ces deux dernières séries mesuraient, sur une base déclarative, la connaissance du français de la population et ont fait apparaître une baisse de deux et trois points respectivement. Ce sont ces baisses qui se répercutent sur le résultat final qui porte la **population francophone à 72 % des Belges**, contre 77 % en 2010. Outre les petits biais statistiques qui peuvent intervenir du fait du caractère autodéclaratif des répondants sur leur connaissance du français (dans un contexte national où se rattacher à un groupe linguistique a une certaine signification), il n'est pas à exclure qu'une petite portion de la population ayant une autre langue maternelle que le français ait renoncé à l'apprendre (ou ne soit plus en situation de le faire, dans un contexte où l'offre éducative en français s'affaiblirait). De plus, la dynamique démographique récente place la Flandre en meilleure posture que la Wallonie¹⁴ (alors que Bruxelles connaît une forte croissance).

Suisse

Le cas de la Suisse n'est pas tout à fait de même nature, puisque l'origine de l'écart constaté avec 2010 (-5,4 points de pourcentage et une quasi-stagnation de l'effectif de francophones à 5,4 millions) n'est pas directement traçable. En effet, l'estimation proposée en 2010 reposait sur des données du recensement de l'année 2000 qui posait la question de la langue principale (interprétée par nous, à l'époque, comme la langue maternelle) et sur les résultats d'une autre enquête consacrée à la connaissance

¹¹ École et langues nationales en Afrique.

¹² Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres.

¹³ Auxquels s'ajoutent les Seychelles : en concertation avec les autorités du pays, nous retenons aussi un pourcentage plus faible rendant mieux compte de la réalité.

¹⁴ De 1996 à 2013 la population de la Flandre a connu une augmentation de 8,5 % comparativement à une augmentation de 7,5 % pour la Wallonie (Institut wallon de l'évaluation de la prospective et de la statistique).

d'une autre langue (dont le français), et ce pour la population âgée de plus de 18 ans. Les proportions obtenues, appliquées à la population totale de la Confédération helvétique de l'année 2010, nous fournissaient un chiffre brut auquel nous avons ajouté les apprenants du et en français, compte tenu du contexte plurilingue du pays. La seule enquête récente disponible sur la connaissance des langues (EEA 2011) ne porte malheureusement que sur la population dont l'âge est compris entre 25 et 64 ans. Ainsi, si l'on peut raisonnablement appliquer le taux de déclarants de langue maternelle (16,8 %) de cette tranche de la population à l'ensemble (la langue première se transmettant aux enfants et venant elle-même des parents), **on ne peut affecter le pourcentage de ceux qui déclarent connaître le français (51,9 %) à toute la population...** La rigueur scientifique nous impose de limiter notre présentation aux seules données connues, mais ces résultats n'impliquent pas forcément une diminution de la francophonie helvétique !

Tunisie

En Tunisie, nous sommes confrontés à l'arrivée de données inédites qui viennent renouveler un décompte, non seulement ancien, mais basé sur des observations empiriques. Celles-ci n'étaient d'ailleurs pas très éloignées de la réalité en valeur absolue puisqu'elles donnaient 6,6 millions de francophones quand le micro-recensement réalisé en 2009, et qui sert de base à notre calcul actuel, conclut à un nombre de locuteurs de français égal à 6 millions. La projection établie par l'ONU concernant la population tunisienne en 2015 ramène donc **le pourcentage de francophones à 54 %**.

Annexes

1) Sources¹⁵ et méthodes¹⁶

Les recensements

Lorsqu'ils comprennent des questions relatives à la maîtrise et à l'usage de la langue française (généralement posées aux

individus âgés de 3 ou 6 ans et plus), les recensements correspondent à l'outil idéal évoqué plus haut principalement parce que chaque habitant d'un territoire se trouve ainsi « fiché » avec ses principales caractéristiques. Cela en fait une source d'une très grande fiabilité. Bien sûr, la fréquence de telles recensions (souvent décennales) oblige à procéder à quelques calculs d'actualisation des résultats en fonction de l'augmentation de la population.

22 estimations ont été établies sur cette base : Burundi, Cameroun, Canada (total), Comores, Estonie, Géorgie, Ghana, Hongrie, Mali, Maroc, Mauritanie, Moldavie, Monténégro, Niger, Nouveau-Brunswick, Québec, Rwanda, Tchad, Togo, Tunisie, Ukraine et Vanuatu. Ont également été reprises des données de recensement pour certains territoires français d'outre-mer : Mayotte, la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna.

Les grandes enquêtes

Elles s'appellent EDS (Enquêtes démographiques et de santé réalisées par ICF international sur financement de l'USAID, l'Agence publique pour le développement des États-Unis) ou EEA (Enquête sur l'éducation des adultes, réalisées par Eurostat avec les instituts de statistiques nationaux des pays européens) et concernent des échantillons moindres que ceux des recensements, parfois limités à une tranche d'âges (de 25 à 64 ans pour l'EEA), mais touchent néanmoins entre 5 000 et 30 000 ménages suivant les pays. Elles comprennent des données sur le niveau d'instruction (nécessaire au calcul du nombre de francophones dans les pays où le français est langue d'enseignement) ou sur les langues maternelles et les autres langues connues des répondants. La possibilité de disposer des résultats à deux années de distance (dans le cas des EDS seulement) nous a permis de calculer une projection linéaire pour 2015. Certaines enquêtes réalisées à une échelle nationale ont également été utilisées : pour Andorre et plusieurs territoires français d'outre-mer¹⁷ (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion). Ces enquêtes constituent une source d'informations précieuses et précises.

¹⁵ Voir p. 26 le tableau recensant les sources utilisées pour chaque estimation.

¹⁶ Le détail des procédés méthodologiques développés pour réaliser les estimations du présent ouvrage est exposé dans « Estimation des francophones dans le monde en 2015. Sources et approches méthodologiques », coll. *Les cahiers de l'ODSEF*.

¹⁷ Enquêtes Information et vie quotidienne (IVQ) de l'Institut national de la statistique et des études économiques, INSEE (France).

27 estimations ont été produites à partir de ces sources : Andorre (enquête nationale), Autriche, Belgique, Bénin, Bulgarie, Burkina Faso, Centrafrique (Rép. Centrafricaine), Chypre, Congo, Congo (République démocratique du), Côte d'Ivoire, Croatie, France, Gabon, Grèce, Guinée, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pologne, Roumanie, Sénégal, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suisse¹⁸, Tchéquie (Rép.).

Les sondages

Réalisés sur une échelle nationale ou sur des portions d'un territoire, ils proviennent d'instituts indépendants à la demande des autorités publiques (comme dans le cas d'Eurobaromètre) et recueillent les déclarations d'un échantillon représentatif d'une population sur une base beaucoup plus modeste (autour de 1 000

¹⁸ Dans le cas de la Suisse, les réponses aux questions posées sur les langues dans le dernier recensement (2011) étant difficiles à catégoriser, nous avons fondé l'estimation sur les résultats d'une EEA 2011.

personnes) et pour une tranche d'âges (les + de 15 ans pour Eurobaromètre). Les données provenant d'Eurobaromètre ont systématiquement été combinées avec celles issues des grandes enquêtes. Dans le cas des pays dont l'essentiel de la population ou une partie significative de celle-ci est de langue maternelle française, les données de scolarisation ou d'effectifs de population par tranche d'âges (pour les enfants de moins de 6 ans notamment) ont permis de compléter le calcul¹⁹.

Ces données ont été exploitées en complément de celles des grandes enquêtes pour les pays suivants : Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, France, Grèce, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie.

Les autres sources

Enfin, dans certains cas, plus rares, et en l'absence de nouvelles données, nous avons conservé le pourcentage proposé en 2010 (qui était parfois lui-même une reconduction d'un taux plus ancien) : Arménie, Cabo Verde, Djibouti, Dominique, Égypte, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération Wallonie-Bruxelles, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Laos, Liban, Madagascar, Maurice, Monaco, Mozambique, São Tomé et Príncipe, Thaïlande, Vanuatu et Vietnam.

Nous avons également tenu compte et examiné les propositions que nous ont faites des observateurs avertis (chercheurs, autorités publiques ou acteurs de la coopération linguistique et éducatives) pour les cas suivants : Émirats arabes unis, Qatar,

¹⁹ Si les apprenants de français (comme une langue étrangère) ont été exclus cette fois-ci des calculs, une exception a été faite dans les cas de la Belgique et du Luxembourg dont le caractère plurilingue induit une dynamique favorable à l'usage du français pour ceux qui l'apprennent.



République dominicaine, Uruguay²⁰. À la lumière des données disponibles dans des domaines connexes à l'usage des langues, comme l'apprentissage en français ou bilingue, nous avons alors construit une estimation crédible, mais non définitive, toujours en nous appuyant, lorsqu'elle existait, sur l'estimation retenue pour l'édition 2010 de *La Langue française dans le monde*. Il faut d'ailleurs noter que cette méthode n'a jamais conduit à une augmentation du pourcentage ou du nombre de francophones et que c'est même parfois sur la recommandation de l'État concerné que les estimations ont été revues à la baisse (Seychelles).

Au total, 26 estimations relèvent de cette catégorie : Albanie, Arménie, Cambodge, Cabo Verde, Djibouti, Dominique, Égypte, Émirats arabes unis, Fédération Wallonie-Bruxelles, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Laos, Liban, Ex-Rép. yougoslave de Macédoine, Madagascar, Maurice, Monaco, Mozambique, Qatar, République dominicaine, Sainte-Lucie, São Tomé et Príncipe, Seychelles, Thaïlande, Uruguay et Vietnam.

Malheureusement, pour l'un des pays observateurs de la Francophonie, la Bosnie-Herzégovine, aucune donnée sérieuse n'ayant pu être identifiée, nous avons renoncé à proposer une estimation du nombre de francophones pour cette année.

Hors OIF

Les estimations concernant les pays ou territoires situés en dehors de l'espace institutionnel de la Francophonie (limité aux 77 membres et observateurs de l'OIF) reposent uniquement sur les données de recensements ou de grandes enquêtes (parfois complétées par celles d'Eurobaromètre), à l'exception

du chiffre donné pour Israël, fondé sur les travaux d'un chercheur²¹. Ainsi, s'ajoutent à l'Algérie, les États-Unis, Israël et le Val d'Aoste, déjà présents en 2010, l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, Malte, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède dont une part significative de la population (entre 6 % et 23 % selon les pays) déclare avoir le français pour langue maternelle ou le parler suffisamment « pour pouvoir participer à une conversation », qu'il soit sa 1^{re}, 2^e ou 3^e langue étrangère. Pour chacun de ces pays, les résultats de l'enquête sur l'éducation des adultes (EEA 2011) ont été associés à ceux d'Eurobaromètre (2012), sauf pour la Norvège (EEA seule) et le Royaume-Uni (Eurobaromètre seul).

Sources utilisées pour les projections démographiques au 1^{er} juillet 2015 ²²

Pour tous les calculs, ce sont les plus récentes estimations et projections de population des Nations unies diffusées en 2013 qui ont été utilisées : United Nations, Department of Economics and Social Affairs, Population Division (2013). *World Population Prospects : The 2012 Revision*.

Pour certains pays membres de l'OIF, nous avons utilisé plutôt les estimations officielles : Statistiques Canada pour Canada (total), Canada-Nouveau-Brunswick et Canada-Québec ; l'INSEE pour la France et deux de ses territoires d'outre-mer (Saint-Barthélemy et Saint-Martin) ; l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique pour la Fédération Wallonie-Bruxelles. //

²¹ Eliezer Ben-Raphael : « Une francophonie plurielle : le cas d'Israël », *Alternative francophone* vol.1,4 (2011) : pp. 64-98.

²² Les données produites le sont par intervalle de 5 ans lorsque ventilées par groupes d'âge. D'où le fait que nous n'avons pas exploité les projections pour l'année 2014.

²⁰ Etienne Rivard, Coordonnateur du CIEQ-Laval, Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), Université Laval.

2) Tableau détaillé des sources utilisées

Albanie*	Observateurs avertis – Reprise
Andorre*	Enquête nationale
Arménie*	Observateurs avertis – Reprise
Autriche	EEA 2011 et Eurobaromètre 2012**
Belgique	EEA 2011 et Eurobaromètre 2012**
Bénin	EDS 2010-2011
Bosnie-Herzégovine	Aucune source
Bulgarie	EEA 2011 et Eurobaromètre 2012**
Burkina Faso	EDS 2010
Burundi	RGPH 2008
Cambodge*	Observateurs avertis – Reprise
Cameroun	RGPH 2005
Canada (total)	RGPH 2011
Cabo Verde	Observateurs avertis – Nouvelle estimation
Centrafrique*	EDS 1994
Chypre	EEA 2011 et Eurobaromètre 2012**
Comores*	RGPH 2003
Congo	EDS 2011-2012
Congo* (République démocratique du)	EDS 2007
Côte d'Ivoire	EDS 2011-2012
Croatie*	EEA 2007 et Eurobaromètre 2005**
Djibouti*	Observateurs avertis – Reprise
Dominique*	Observateurs avertis – Reprise
Égypte*	Observateurs avertis – Reprise
Émirats arabes unis	Observateurs avertis – Nouvelle estimation
Estonie	RGPH 2011
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine*	Observateurs avertis – Reprise
Fédération Wallonie-Bruxelles*	Observateurs avertis – Reprise
France	EEA 2011 et Eurobaromètre 2012**
Gabon	EDS 2012
Géorgie	RGPH 2002
Ghana	RGPH 2010
Grèce	EEA 2011 et Eurobaromètre 2012**
Guinée	EDS 1999/2005
Guinée-Bissau	Observateurs avertis – Nouvelle estimation
Guinée-Équatoriale*	Observateurs avertis – Reprise
Haïti*	Observateurs avertis – Reprise
Hongrie	RGPH 2011
Laos*	Observateurs avertis – Reprise

Lettonie	EEA 2011 et Eurobaromètre 2012**
Liban*	Observateurs avertis – Reprise
Lituanie	EEA 2011 et Eurobaromètre 2012**
Luxembourg	EEA 2011 et Eurobaromètre 2012**
Madagascar*	Observateurs avertis – Reprise
Mali	RGPH 2009
Maroc*	RGPH 2004
Maurice*	Observateurs avertis – Reprise
Mauritanie*	RGPH 2000
Moldavie*	RGPH 2004
Monaco*	Observateurs avertis – Reprise
Monténégro	RGPH 2011
Mozambique*	Observateurs avertis – Reprise
Niger	RGPH 2012
Nouveau-Brunswick	RGPH 2011
Pologne	EEA 2011 et Eurobaromètre 2012**
Qatar	Observateurs avertis – Nouvelle estimation
Québec	RGPH 2011
République dominicaine	Observateurs avertis – Nouvelle estimation
Roumanie	EEA 2007 et Eurobaromètre 2012**
Rwanda*	RGPH 2012
Sainte-Lucie*	Observateurs avertis – Reprise
São Tomé et Príncipe	Nouvelle
Sénégal	EDS-2010-2011
Serbie	EEA 2011
Seychelles	Observateurs avertis – Nouvelle
Slovaquie	EEA 2011 et Eurobaromètre 2012**
Slovénie	EEA 2011 et Eurobaromètre 2012**
Suisse	EEA 2011
Tchad*	RGPH 2009
Tchèque (Rép.)	EEA 2011 et Eurobaromètre 2012**
Thaïlande*	Observateurs avertis – Reprise
Togo*	RGPH 2010
Tunisie	Micro RGPH 2009
Ukraine*	RGPH 2001
Uruguay	Observateurs avertis – Nouvelle estimation
Vanuatu	RGPH 2009
Vietnam*	Observateurs avertis – Reprise

* Reprise et ajustement de l'estimation précédente.

** En ajoutant une partie des apprenants en français (pour les moins de 15 ans).



► Étude de cas

Les francophones analphabètes en Afrique : un phénomène relativement marginal²³

Dans les rapports sur la situation de la langue française dans le monde qui ont précédé celui de 2010, les francophones étaient définis en fonction de leur capacité

à s'exprimer en français. Ainsi, une personne ne sachant ni lire ni écrire cette langue, dans la mesure où elle la parlait, pouvait tout de même être considérée comme francophone. Cette approche demeurerait toutefois assez théorique dans la mesure où nous ne disposons d'aucune information statistique réellement fiable à ce sujet pour les pays d'Afrique.

Quel est l'effet de cette approche sur l'estimation des francophones en Afrique ? Voilà une des questions souvent soulevées et qui conduisait à émettre l'hypothèse que nos estimations sous-évaluaient le nombre réel de francophones sur ce continent.

²³ Par Richard Marcoux et Judaël Alladatin, ODSEF, Université Laval. Nous tenons à remercier deux des chercheurs en accueil à l'ODSEF, soit Doria Deza de l'Institut National de la statistique de Côte d'Ivoire et Hervé Effon du Bureau central des recensements du Cameroun.



Pour justifier notre approche en 2010, nous précisons : « Très rares sont les pays où des données sur l'aptitude des gens à parler le français sont disponibles. » (LFM-2010, page 25). Nos recherches d'informations ont depuis porté leurs fruits. En effet, l'OIF collabore aux études Africascope et Maghreboscope de la TNS Sofres depuis quelques années. Dans ce cadre, une série d'enquêtes a pu être réalisée dans plus d'une vingtaine de villes du continent africain. Ces enquêtes prévoient notamment des questions sur la capacité à lire, à écrire, à parler et à comprendre le français.

Le tableau 1 présente les proportions d'individus qui ont répondu positivement aux questions sur leur capacité à lire et à écrire le français d'une part, et celle à le parler et à le comprendre d'autre part. On constate que, dans l'ensemble, en définissant les francophones par l'alphabétisation en français plutôt que par la capacité à parler ou comprendre cette langue, on sous-estime de moins de 2 points de pourcentage les proportions de francophones à Cotonou, Brazzaville, Conakry, Kinshasa et de 4 à 5 points de pourcentage à Ouagadougou et à Libreville. Bref, dans ces villes, notre définition à partir de la capacité à lire et écrire en français recouvre de 92 % à 99 % des francophones définis cette fois à partir de la capacité à comprendre et à parler le français.

Ce qui peut par ailleurs étonner est le fait que pour plusieurs villes la proportion de francophones s'appuyant sur l'alphabétisme semble légèrement supérieure aux proportions de francophones définies par la maîtrise de l'expression orale du français. En effet, à Bamako, Nouakchott, Kigali, Dakar et dans les villes des trois pays du Maghreb, la proportion de francophones définis par la capacité à lire et écrire est légèrement plus élevée car une autre langue que le français est largement répandue dans les activités quotidiennes des populations. Ainsi, dans ces villes, la langue française d'expression et de compréhension orale semble moins bien maîtrisée qu'à l'écrit ou à la lecture.

Ainsi, notre approche qui consiste à définir les francophones du continent africain à partir de la capacité à lire et écrire, semble pour la plupart de ces villes et métropoles parfois légèrement sous-estimer et parfois légèrement surestimer les francophones, mais dans des proportions faibles.



L'approche privilégiée en 2010, une méthode d'estimation indirecte reposant sur des données statistiques fiables, a retenu comme francophones en Afrique les personnes déclarant savoir lire et écrire le français.



►► Tableau 1 : Pourcentage de la population de 15 ans et plus sachant lire et écrire le français et sachant parler et comprendre la langue française. Différences entre ces deux estimations dans une vingtaine de villes du continent africain.

Pays	Ville, métropole ou ensemble de villes	% sachant lire et écrire le français (A)	% sachant parler et comprendre le français (B)	Différence (B – A)
Bénin	Cotonou	57,3 %	58,6 %	1,3 %
Burkina Faso	Ouagadougou	49,4 %	53,7 %	4,3 %
Cameroun	Douala	63,7 %	76,4 %	12,7 %
	Yaoundé	60,5 %	75,6 %	15,1 %
Congo	Brazzaville	68,7 %	69,7 %	1,0 %
Côte d’Ivoire	Abidjan	57,6 %	68,6 %	11,0 %
Gabon	Libreville	71,9 %	76,8 %	4,9 %
Guinée	Conakry	42,1 %	43,6 %	1,5 %
Mali	Bamako	47,7 %	44,7 %	-3,0 %
RDC	Kinshasa	67,1 %	68,5 %	1,4 %
Rwanda	Kigali	47,6 %	46,6 %	-1,0 %
Sénégal	Dakar	50,0 %	49,4 %	-0,6 %
Algérie	Alger, Constantine, Oran et Annaba	69,1 %	66,3 %	-2,8 %
Tunisie	Tunis, Sousse et Sfax	70,8 %	65,4 %	-5,4 %
Maroc	Tanger, Fès, Rabat, Casablanca et Marrakech	50,3 %	43,5 %	-6,8 %
Mauritanie	Nouakchott	50,7 %	49,4 %	-1,3 %

Si ces résultats peuvent dans l'ensemble nous rassurer sur l'approche privilégiée en 2010 et reconduite cette année pour estimer le nombre de francophones en Afrique, trois des villes étudiées présentent toutefois des écarts importants. Il s'agit de Yaoundé et Douala au Cameroun et d'Abidjan en Côte d'Ivoire. On sait en effet que le français est très répandu dans ces villes et que cette langue est largement utilisée dans les activités quotidiennes, comparativement aux autres villes où ce sont plutôt certaines langues nationales africaines qui sont répandues (le wolof à Dakar, le bambara à Bamako, l'arabe et le berbère dans les villes du Maghreb, etc.).

Dans ces trois grandes métropoles du Cameroun et de Côte d'Ivoire, l'expression et la compréhension orale du français

sont relativement bien maîtrisées par des populations qui se déclarent par ailleurs incapables de lire et d'écrire cette langue. Ainsi, la définition de la population francophone à partir de la maîtrise écrite et lue de la langue française aurait pour effet de soustraire de 10 à 15 % des individus qui déclarent parler et comprendre le français. Dans la mesure où nous avons toutes les raisons de croire, comme nous l'avons vu précédemment, que ce phénomène n'est suffisamment important que dans ces trois villes et ne concerne pas par ailleurs les autres villes ni les zones rurales de ces deux pays, on peut estimer à moins d'un million de personnes le nombre d'analphabètes qui par ailleurs déclarent une bonne ou très bonne maîtrise de la langue française à l'oral ou à l'écoute. //

►► **Tableau 2 : Estimation des effectifs de francophones analphabètes en 2015 dans trois grandes métropoles africaines.**

Villes	Douala	Yaoundé	Abidjan
Population totale estimée en 2015*	2 864 000	2 870 000	4 923 000
Population de 15 ans et plus estimée en 2015**	1 790 000	1 876 980	3 209 796
% sachant lire et écrire le français	63,7 %	60,5 %	57,6 %
% sachant parler et comprendre le français	76,4 %	75,6 %	68,6 %
Nombre de francophones analphabètes estimé en 2015	227 330	283 424	353 078

* Source : Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, *World Population Prospects : The 2010 Revision and World Urbanization Prospects : The 2011 Revision* (Monday, February 10, 2014).

** Pour estimer les effectifs de la population de 15 ans et plus, nous avons utilisé ici le pourcentage que représentait cette population dans chacune de ces villes lors des derniers recensements de la population du Cameroun et de la Côte d'Ivoire. Ce pourcentage est ensuite multiplié par la population totale estimée en 2015 dans chacune des villes.